



I. Emplois, formation, fiscalité et relation avec l'Union européenne

- **Miser sur notre système de formation** : La formation et l'innovation, étroitement liées, sont stratégiques pour la Suisse, dont le succès repose sur un système de formation de haut niveau et adapté au marché de l'emploi. Notre système de formation duale est souvent présenté comme un modèle au niveau mondial. Poursuivons et investissons dans la formation des jeunes, tout en valorisant la formation professionnelle afin de permettre l'équilibre entre les deux types de formation.
- **Défendre une fiscalité attractive et soutenir l'innovation** : Celui qui veut créer des emplois ou qui a une idée innovante doit être soutenu dans son entreprise. Le PLRF s'engage pour réduire la charge fiscale des entreprises innovantes ainsi que la bureaucratie. Aussi, il considère la digitalisation comme une opportunité et soutient tout développement permettant son intégration dans le monde du travail.
- **Maintenir / préserver nos relations avec l'Union européenne et le reste du monde** : Notre politique extérieure doit défendre les intérêts économiques et la prospérité de notre pays, ainsi que garantir notre sécurité. Nos entreprises doivent avoir accès aux nouveaux marchés et consolider leurs positions actuelles. L'accès au marché unique européen est central pour nos emplois. L'UE est le principal partenaire de notre économie d'exportation. Le PLRF est le seul parti qui se bat pour préserver la voie bilatérale, tout en rejetant toute adhésion à l'UE ou à l'EEE comme toute politique isolationniste. Dans un contexte international de plus en plus incertain, la conclusion de nouveaux accords de libre-échange avec des pays tiers constitue un objectif prioritaire.

Nos solutions

- Développer la formation duale et valoriser les filières professionnelles (y compris par l'orientation scolaire)
- Favoriser le dialogue avec les partenaires sociaux, notamment par l'élaboration de CCT
- Être compétitifs fiscalement, afin de créer et maintenir l'emploi dans notre canton
- Tirer profit de la digitalisation pour développer les emplois en Suisse
- Favoriser une agriculture productive, rentable et durable
- Poursuivre les négociations avec nos partenaires économiques pour développer de nouveaux accords et renforcer les existants
- Renforcer le droit de la concurrence pour faire baisser les prix et lutter contre les entraves au marché
- Signer l'accord-cadre avec l'UE actuellement en consultation
- Maintenir la connexion des universités et hautes écoles avec le réseau européen du savoir

Créons les solutions



II. Société et famille

- **Améliorer le pouvoir d'achat de la classe moyenne** : Depuis plusieurs années, la charge pesant sur la classe moyenne s'est alourdie, alors que la Confédération réalise des excédents en milliards de francs (2,9 milliards en 2018). Véritable moteur de notre marché intérieur, la classe moyenne doit bénéficier d'un allègement fiscal.
- **Favoriser la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale** : Une politique familiale libérale doit créer les conditions pour que chaque famille puisse mener sa vie aussi librement que possible. Le PLRF reconnaît l'engagement important de tous les parents pour leurs enfants. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour concilier vie professionnelle et vie familiale, et surtout pour mieux valoriser le potentiel de main-d'œuvre, notamment du côté des femmes. Le PLRF soutient les structures d'accueil (crèches, accueils extra-scolaires) qui permettent aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle.
- **Liberté et égalité** : Dans notre société libérale, les femmes et les hommes doivent pouvoir construire leur vie librement, de manière responsable et cela dans le cadre de la loi. L'égalité des chances pour tous dès le départ et une ouverture sur la nouveauté permettent à chacun d'utiliser son propre potentiel et de contribuer au développement de la Suisse. En particulier, l'égalité des chances entre les femmes et les hommes est la prochaine étape d'une politique sociale libérale, avec la liberté de choix en matière de modèle familial.

Nos solutions

- Introduire un système d'imposition individuelle
- Favoriser la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale, notamment par la facilitation du temps partiel et du télétravail
- Introduire un congé parental financé par les APG
- Ouvrir les structures d'accueil de la petite enfance (crèche, accueils extrascolaires, mamans de jour) toute l'année
- Augmenter le seuil de déduction des frais de garde



Liberté



Cohésion



Innovation

III. Santé, prévoyance vieillesse et social

- **La qualité pour une Suisse en bonne santé** : Le système de santé suisse offre des prestations de très haute qualité. L'espérance de vie et la qualité de vie sont en augmentation continue. Contrairement à d'autres pays, notre système de santé n'est pas endetté et il doit le rester. Chaque patient a accès aux soins médicaux les plus modernes, toutefois, cela a un coût. Une concurrence régulée doit permettre d'accroître encore la qualité et de stabiliser les coûts. En éliminant les fausses incitations dans le système de santé, nous garantirons que les prestataires qui traitent les patients le plus efficacement soient mieux récompensés et non ceux qui prescrivent le plus de soins possibles.
- **Assurer le financement de la prévoyance vieillesse** : Le PLRF veut que la prévoyance vieillesse soit financée de manière sûre et durable. Un taux de natalité bas, des taux d'intérêts à la baisse et une augmentation de l'espérance de vie remettent en question le financement des deux premiers piliers de notre prévoyance vieillesse. Dès lors, des réformes sont absolument nécessaires. La séparation entre l'AVS (solidarité intergénérationnelle) et le deuxième pilier (prévoyance individuelle) est essentielle pour éviter de glisser dans un système de sécurité sociale surendetté. Un système de prévoyance déficitaire serait une trahison envers les générations futures.
- **Perfectionner le fonctionnement de nos assurances sociales** : Pour éviter une croissance exponentielle des dépenses sociales à charge de celles et ceux qui travaillent, le PLRF veut favoriser l'intégration professionnelle de toutes et tous, avec des mesures de soutien adaptées à chaque cas. Il convient notamment d'éviter les mesures de type « arrosoir », ainsi que les effets de seuil qui nuisent à la réintégration dans le monde du travail.

Nos solutions

- Combattre la hausse continue des primes-maladies en faisant baisser le prix des traitements et en soutenant l'utilisation des génériques
- Favoriser la création de centres médicaux décentralisés avec des médecins généralistes pour désengorger les urgences
- Eviter toute étatisation de la santé en assurant le libre choix du médecin et de la caisse maladie
- Favoriser l'intégration des personnes dans le monde du travail (le travail est un facteur essentiel d'intégration sociale)
- Renforcer le système de prévoyance et préserver le contrat intergénérationnel :
 - 1^{er} pilier : un âge de la retraite flexible, notamment au-delà de 65 ans
 - 2^{ème} pilier : adaptation du système de cotisations salariales
 - 3^{ème} pilier : relèvement des montants maximaux déductibles

Créons les solutions



IV. Aménagement du territoire, environnement et mobilité

- **Un aménagement du territoire au service des emplois et de la population :** Le PLRF s'engage pour limiter le mitage du territoire et favoriser une densification raisonnable et raisonnée du milieu bâti. L'aménagement du territoire doit prendre en considération les besoins économiques, en particulier des entreprises, de l'agriculture et de la population, ainsi que les enjeux en matière de protection de l'environnement et du paysage.
- **Préserver le climat sans nuire à l'emploi :** La Suisse doit continuer de s'engager en faveur de la protection du climat et atteindre ses objectifs internationaux, notamment ceux fixés dans l'accord de Paris de 2015, par les mesures les plus efficaces en Suisse et à l'étranger. Elle veille à préserver les emplois en Suisse et à favoriser l'innovation technologique.
- **Des énergies propres pour une croissance à long terme :** Afin d'assurer la transition énergétique et une société durable, le PLRF s'engage pour renforcer l'efficacité énergétique ainsi que pour le développement des énergies renouvelables, en tirant profit de l'innovation. La sécurité d'approvisionnement en énergie, en électricité, et en matières premières doit être garantie à long terme.
- **Des investissements aujourd'hui pour notre confort de demain :** Vu la croissance démographique, la Suisse se doit de développer ses réseaux d'infrastructures garants de prospérité et de bien-être pour l'ensemble de la société. Les infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunication doivent être entretenues, développées à un haut niveau de service et adaptées à chaque région. Fribourg doit profiter des investissements fédéraux votés en faveur des routes nationales et du trafic d'agglomération (fonds FORTA) et du rail (fonds FAIF) pour financer des infrastructures modernes répondant aux besoins de la population et de l'économie.

Nos solutions

- Mettre en œuvre de la stratégie énergétique 2050 par l'encouragement à l'assainissement des bâtiments et le développement des énergies renouvelables
- Renforcer la complémentarité entre les différents modes de transports, sans les mettre en concurrence
- Favoriser les nouvelles technologies de transports durables et les offres multimodales, notamment en reliant efficacement les couronnes des agglomérations avec les centres villes
- Améliorer les infrastructures et les connections ferroviaires de nos villes et régions avec les centres nationaux
- Fluidifier le trafic routier sur les grands axes tout en réduisant les nuisances
- Défendre le droit à la propriété, notamment dans le cadre de la loi sur l'aménagement du territoire
- Soutenir une agriculture de proximité forte, diversifiée et axée sur la durabilité

Créons les solutions



V. Sécurité, droit et institutions

- **Une politique de sécurité adaptée aux nouvelles menaces** : La sécurité fait partie des conditions de base pour garantir la liberté, la prospérité des individus et des entreprises ainsi qu'un État neutre. Dans un monde toujours plus globalisé, la sécurité intérieure doit être renforcée, notamment grâce à la coopération internationale (accords avec les pays voisins, accès aux bases de données internationales, cybercriminalité). Les ressources et les missions de l'État doivent être adaptées en conséquence. L'armée, quant à elle, constitue l'un des instruments importants et indispensables de la politique de sécurité suisse et de la défense du pays. Nous avons besoin d'une armée de milice forte, qui assume sa tâche de défense et qui renforce la cohésion nationale.
- **Un Etat svelte et efficace** : La bureaucratie produit un nombre excessif d'interdictions, de lenteurs, de réglementations et de surcoûts, ce qui met en danger la liberté individuelle et d'entreprendre. Le PLRF veut des règles simples ainsi que des procédures rapides et transparentes. Les interdictions inutiles, le paternalisme ainsi que l'excès de bureaucratie sont nuisibles.
- **Garantir la souveraineté des régions** : Nous assistons depuis quelques décennies à une centralisation toujours plus forte des compétences au niveau fédéral. La Confédération n'est pas toujours celle qui est la plus efficace et la moins coûteuse pour résoudre les problèmes. En tenant compte des besoins des régions, le PLRF veut préserver un juste équilibre entre les tâches et les ressources incombant à la Confédération, aux cantons et aux communes.
- **Diplomatie internationale** : Le PLRF veut renforcer la position de la Suisse comme partenaire incontournable dans le domaine de la médiation des conflits internationaux. De bonnes relations avec les Etats étrangers, la neutralité de la Suisse et la qualité de nos institutions constituent les éléments de base à cette fin.

Nos solutions

- Préserver le fédéralisme et éviter une centralisation excessive et dangereuse
- Améliorer et développer la cyberadministration et les prestations en ligne (parlement sans papier, cyberadministration au service de la société)
- Assurer à l'armée des moyens suffisants pour assumer sa mission et lui permettre de répondre aux menaces modernes et aux cyberattaques
- Renforcer la lutte contre la petite criminalité et les récidivistes
- Garantir la cohérence des peines entre les différentes infractions pénales et la marge d'appréciation du juge
- Renforcer l'évaluation de l'efficacité des lois, de manière à identifier celles qui sont inutiles ou trop coûteuses
- Poursuivre et développer la coopération sur les accords internationaux (Schengen/Dublin, Interpol)

Créons les solutions